

Sous la direction de
Abderrahmane Bouchène, Jean-Pierre Peyroulou, Ouanassa Siari Tengour
et Sylvie Thénault

Histoire de l'Algérie à la période coloniale (1830-1962)

Éditions La Découverte, Paris / Éditions Barzakh, Alger
30 août 2012

Introduction

Pour une histoire partagée et critique de l'Algérie à la période coloniale

Abderrahmane Bouchène, Jean-Pierre Peyroulou, Ouanassa Siari Tengour, Sylvie Thénault

À l'occasion du cinquantième anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, les Éditions La Découverte (Paris) et les Éditions Barzakh (Alger) ont décidé de publier conjointement et simultanément, dans les deux pays, cet ouvrage collectif destiné à un large public sur l'histoire de l'Algérie coloniale, de 1830 à 1962. Cette décision résulte de la volonté de dépasser les polarisations nationales, tant les histoires de la France et de l'Algérie ont été imbriquées pendant les cent trente-deux ans de la période coloniale. Faire cette histoire, c'est donc d'abord un exercice de reconnaissance réciproque et de mise à distance d'un passé conflictuel. Car si le temps de la colonisation et des guerres est terminé depuis 1962, ce passé imprègne le présent des deux sociétés comme les relations entre leurs États, et soulève toujours des passions contradictoires. Il ne s'agit cependant pas de rejouer la tragédie franco-algérienne, ni de chercher naïvement à « réconcilier les mémoires » – lesquelles, d'ailleurs ? L'affirmation est devenue aussi répandue que vide de sens.

Le choix du temps long de l'Algérie coloniale, de 1830 à 1962

Il s'agit de comprendre ce passé. Dans cet esprit, la bipolarité franco-algérienne doit être dépassée. En effet, la stricte distinction entre historiographies française et algérienne n'est qu'en partie pertinente. Certes, l'histoire s'écrit dans des conditions politiques, sociales, institutionnelles et linguistiques différentes de part et d'autre de la Méditerranée. Mais la frontière est poreuse, puisque de nombreux Algériens inscrivent leurs travaux dans le champ académique français, soutenant leur thèse en France ou venant y exercer, et que nombre de jeunes chercheuses et chercheurs français(e)s d'origine algérienne contribuent à cette histoire. L'historiographie de l'Algérie à la période coloniale, par ailleurs, s'est aujourd'hui largement internationalisée ; en témoigne le nombre d'auteurs étrangers dont les textes ont été traduits dans cet ouvrage. Ajoutons que, plus que des « versions » française, algérienne ou autre – au sens d'interprétations nationales déterminées et figées –, il existe des visions plurielles de cette histoire, des points de vue sur ce passé dit « commun », qui ne dépendent pas de la nationalité de leurs auteurs. Si ce livre, par conséquent, se veut un symbole par sa direction et son édition franco-algériennes, il n'est en rien prisonnier des ancrages nationaux. Il ne repose pas non plus sur l'idée qu'il suffirait de faire échanger Français et Algériens pour progresser dans l'appréhension de cette histoire. Nous avons tenté d'aller au-delà. Car cette histoire, en France comme en Algérie, reste souvent mal connue des non-spécialistes, alors que sa connaissance est essentielle pour mieux comprendre la situation actuelle dans les deux pays, ainsi que leurs relations depuis l'indépendance de 1962. Or, depuis les travaux pionniers de Charles-André Julien et Charles-Robert Ageron (1964) et de Mahfoud Kaddache (1980), ou la

synthèse de Benjamin Stora (1991-1993)¹, et malgré la multiplication des publications, on manque aujourd'hui d'une vaste fresque synthétique, rendant compte notamment des travaux les plus récents. Proposer une histoire partagée et critique de l'Algérie à la période coloniale qui tienne compte des interrogations des sociétés actuelles sur ce passé, telle est donc l'ambition de cet ouvrage, que nous avons choisi de ne pas restreindre à la période de la guerre d'indépendance. Plusieurs raisons expliquent ce choix éditorial, scientifique et politique. D'une part, cette guerre a donné lieu à une production historique considérable, depuis la première fresque journalistique d'Yves Courrière (1968-1971)² jusqu'aux premières synthèses historiques de Slimane Chikh et Mohammed Teguaia en Algérie, de Bernard Droz et d'Évelyne Lever en France, en 1981 et 1982³. Et depuis, l'historiographie s'est beaucoup renouvelée⁴, on le constatera à la lecture des contributions ici rassemblées, émanant d'historiens algériens et français principalement, mais aussi britanniques, américains ou canadiens, qui présentent les recherches les plus récentes tout en renouvelant les angles et les problématiques. D'autre part, on ne peut plus isoler de son « temps long » la période finale de la colonisation, car c'est bien dans cette longue durée que le conflit s'enracine. En effet, on ne peut comprendre les grandes questions que posent la fin de la colonisation et la guerre d'indépendance sans saisir les enjeux et les modalités de la conquête militaire, de la colonisation, des évolutions des sociétés française et algérienne et de la construction des nationalismes, le tout dans le cadre de la constitution et de la transformation des empires coloniaux dans le monde et de l'histoire politique générale.

En France et en Algérie, les traces toujours profondes de la guerre d'indépendance

L'hypertrophie de la guerre d'indépendance dans la production historique sur l'Algérie à la période coloniale résulte de l'impact de cette guerre dans les deux pays. En France, après les livres engagés et pionniers de l'historien Pierre Vidal-Naquet, les ouvrages sur cette guerre étaient soit des récits journalistiques et pittoresques, soit des justifications d'acteurs, en particulier des militaires. La guerre restait présente dans le débat politique autour des amnisties, comme celles des anciens de l'OAS (Organisation armée secrète) de 1968 et 1982, des revendications pour l'indemnisation des Français d'Algérie rapatriés, du combat pour la reconnaissance du statut d'ancien combattant, obtenu en 1974. Puis l'antiracisme et la lutte contre les discriminations ont pris le relais de la mise au présent de cette histoire. La « marche des Beurs » date de 1983, les révoltes des enfants de harkis de 1975 et 1991. L'essor du Front national aux élections européennes de 1984 et aux législatives de 1986 a évidemment aussi joué son rôle : le parti de Jean-Marie Le Pen recyclait une partie du discours de l'Algérie française et établissait une relation entre passé colonial, immigration et nationalité⁵.

Du côté des historiens, alors que l'histoire de la colonisation avait occupé une place importante à l'époque coloniale et jusque dans les années 1970, elle s'est ensuite effacée au profit des études sur la guerre. Prenant de l'avance sur le pouvoir politique – il a fallu attendre 1999 pour que le Parlement français admette l'expression « guerre d'Algérie » dans le discours officiel –, les

¹ Charles-André JULIEN, *Histoire de l'Algérie contemporaine*, tome 1, *La Conquête et les débuts de la colonisation, 1827-1871*, PUF, Paris, 1964 ; Charles-Robert AGERON, *Histoire de l'Algérie contemporaine*, tome 2, *1871-1954*, PUF, Paris, 1964 ; Mahfoud KADDACHE, *Histoire du nationalisme algérien. Question nationale et politique algérienne, 1919-1951*, 2 tomes, SNED, Alger, 1980 ; Benjamin STORA, *Histoire de l'Algérie coloniale, 1830-1954*, La Découverte, coll. « Repères », Paris, 1991, suivie par *Histoire de la guerre d'Algérie, 1954-1962*, La Découverte, coll. « Repères », Paris, 1993.

² Yves COURRIÈRE, *La Guerre d'Algérie*, 4 tomes, Fayard, Paris : *Les Fils de la Toussaint*, 1968 ; *Le Temps des léopards*, 1969 ; *L'Heure des colonels*, 1970 ; *Les Feux du désespoir*, 1971.

³ Slimane CHIKH, *L'Algérie en armes ou le temps des certitudes*, OPU, Alger, 1981 ; Mohammed TEGUIA, *L'Algérie en guerre*, OPU, Alger, 1981 ; Évelyne LEVER et Bernard DROZ, *Histoire de la Guerre d'Algérie, 1954-1962*, Seuil, Paris, 1982.

⁴ Voir les deux bilans qu'ont pu en faire des historiens reconnus, à dix-huit ans d'intervalle : Gilles MANCERON et Hassan REMAOUN, *D'une rive à l'autre. La Guerre d'Algérie, de la mémoire à l'histoire*, Syros, Paris, 1993 ; Raphaëlle BRANCHE, *Bilan historiographique de la guerre d'Algérie, des années 2000 à aujourd'hui*, Institut de recherche stratégique de l'École militaire, collection « Études de l'IRSEM », 2011.

⁵ Olivier DARD, *Voyage au cœur de l'OAS*, Perrin, Paris, 2005, p. 314-315.

historiens ont interrogé la diversité du nationalisme algérien, la nature du FLN ou de l'ALN pour les uns, les pratiques des pouvoirs civils et militaires français pour les autres : à mesure que la connaissance de la guerre progressait, son histoire se complexifiait. Et à partir du début des années 2000, des recherches sur la période antérieure à la guerre ont émergé en France et ailleurs, dans une optique bien sûr différente d'il y a cinquante ans. Elles répondaient à des demandes sociales assez nouvelles d'histoire et au sentiment que, si l'empire colonial n'existait plus depuis des décennies, le *colonial* en tant que mode de représentation de l'humanité n'avait pas disparu. L'heure est depuis au désenclavement de l'histoire de l'Algérie, frottée aux concepts et méthodes de la nouvelle historiographie de la colonisation et des empires en général⁶.

Enfin, dans l'Algérie nouvellement indépendante où le passé semblait aboli au profit du présent et de l'avenir, on a privilégié des recherches géographiques, sociologiques, ethnographiques ou économiques sur le jeune pays en construction, au détriment de l'histoire. Les débuts difficiles du FLN et la volonté de contrôler la direction de la révolution ont fini par estomper le rôle antérieur joué par le mouvement national dans son ensemble. Le MNA dirigé par Messali Hadj, qui s'opposa à la mainmise du FLN sur la révolution, en est sorti disqualifié. La crise de l'été 1962 et le coup d'État du 19 juin 1965 ont accéléré le processus de mise sous surveillance de l'histoire. C'est pourquoi la connaissance par les jeunes générations algériennes du paysage politique antérieur à 1954 reste aujourd'hui très inégale – voire largement ignorée. Après l'indépendance, ce sont en effet les phases principales de la résistance à l'occupation coloniale et l'histoire de l'Association des oulémas qui ont eu les faveurs de nombreux chercheurs⁷. Cet exclusivisme tient à deux raisons. La première est liée à la quasi-absence d'un corps de professeurs d'histoire au lendemain de l'indépendance ; la seconde est liée à l'arabisation précoce de l'enseignement de l'histoire dans les lycées⁸. Le manque d'enseignants qualifiés dans la discipline a été souvent compensé par des enseignants étrangers de langue arabe, dont les meilleurs avaient été formés dans les écoles réformistes, mais dont beaucoup se contentaient de reproduire les programmes scolaires officiels. La confusion entre le discours idéologique et l'impératif de l'enseignement en langue arabe a ainsi desservi l'objectif de « décoloniser l'histoire », pourtant clairement formulé dès 1965⁹.

À ce titre, l'État algérien a affirmé sa volonté de réécrire l'histoire en mettant en place diverses institutions. En 1979, la production du récit, conforme aux directives de la Direction de la recherche sur l'histoire de la lutte de libération nationale – au sein du ministère des Moudjahidine –, a été confiée exclusivement à ceux qui ont participé à la révolution. « L'histoire cède la place au témoin, [...] qui se fait historien », écrit Fouad Soufi¹⁰. Si tout ne commence pas en 1954, cette date devient le mythe fondateur de la nouvelle histoire nationale et fait table rase du passé. Telle qu'elle fut comprise, la « gestion de l'imaginaire national » a acquis sa légitimité dans une série de commémorations et dans la tenue de nombreux séminaires qui ont abouti paradoxalement à une fragmentation de la mémoire, dont le rythme s'est accéléré après les événements d'octobre 1988 – des émeutes populaires violemment réprimées par l'armée au prix de centaines de morts – et la

⁶ Voir les dossiers *La Guerre d'Algérie, Vingtième Siècle*, n° 83, 2004 ; et *La Société du contact dans l'Algérie coloniale, Le Mouvement social*, n° 236, mars 2011.

⁷ Pour une vue d'ensemble relative à ces premiers travaux, voir la chronique consacrée à la bibliographie des ouvrages sur l'Algérie publiée régulièrement depuis 1962 par l'*Annuaire de l'Afrique du Nord* (CNRS).

⁸ Gilbert GRANDGUILLAUME, *Arabisation et politique linguistique au Maghreb*, Maisonneuve & Larose, Paris, 1983.

⁹ Mohamed Chérif SALHI, *Décoloniser l'histoire. Introduction à l'histoire du Maghreb*, Maspero, Paris, 1965. Pour une approche critique, voir Hassan REMAOUN, « Sur l'enseignement de l'histoire en Algérie ou de la crise identitaire à travers et par l'école », *NAQD*, n° 5, 1993, p. 57-65 ; et « L'intervention institutionnelle et son impact sur la pratique historiographique en Algérie : la politique d'écriture et la réécriture de l'histoire, tendances et contre-tendances », *Insaniyat*, n° 19-20, CRASC, Oran, 2003 ; et, avec Gilles MANCERON, *L'Enseignement de la guerre d'Algérie en France et en Algérie*, Centre national de documentation pédagogique, coll. « Actes et rapports pour l'éducation », 1993. Dans les manuels scolaires algériens des années 1960 et 1970, le référent Algérie n'occupait que 8 % des programmes d'histoire, tandis que celui du monde arabo-islamique se situait à 75 % (voir Hassan REMAOUN et Gilles MANCERON, *D'une rive à l'autre. La Guerre d'Algérie, de la mémoire à l'histoire*, op. cit. ; et « La place de l'enseignement de la guerre de libération dans le cursus scolaire en Algérie », in *La Guerre d'Algérie dans l'enseignement en France et en Algérie*, IMA/CNDP, 1992).

¹⁰ Fouad SOUFI, « En Algérie : l'histoire et sa pratique », in Hassan REMAOUN et Sami BERGAOUI (dir.), *Savoirs historiques au Maghreb*, CRASC, Oran, 2006.

terrible et meurtrière guerre civile des années 1990.

Avec ces bouleversements, la fin du monopole politique exercé par le parti FLN a ouvert une brèche à la demande sociale, qui s'est introduite dans le débat de deux manières. D'abord sur le terrain éditorial : de nombreuses publications de mémoires émanant d'acteurs et de témoins directs du mouvement national et de la guerre ont commencé à « livrer des secrets » à l'opinion publique – d'aucuns affirment alors vouloir se libérer de l'autocensure qui a pesé sur leur génération¹¹. Ensuite, beaucoup d'associations culturelles animées par des jeunes Algériens ont alors vu le jour autour de la commémoration de personnalités ayant joué un rôle historique ou d'événements particuliers. En 2001, à Ighil Imoula (où le texte du 1^{er} novembre 1954 fut tiré), la commémoration du 1^{er} Novembre s'est ainsi déroulée en l'absence des officiels, selon le vœu des membres de l'association. Manifestement, la jeunesse exprime un désir de savoir et de comprendre le passé, remettant en cause la version officielle d'une histoire construite sur un unanimisme absolu occultant des pans entiers de l'histoire, des divisions du mouvement national aux déchirements internes du FLN pendant la guerre d'indépendance.

Une périodisation en quatre parties

Nous avons voulu dans ce livre questionner la façon dont s'est nouée l'histoire des deux pays et de leurs populations, dans des rapports complexes de domination et de violence, mais aussi d'échanges, dans le contexte de la colonisation puis de la décolonisation. Notre objectif a ainsi été d'aider les lecteurs à comprendre comment cette période de colonisation, d'une durée exceptionnelle dans l'histoire contemporaine, a marqué hier et marque encore aujourd'hui les relations entre leurs sociétés respectives.

Dans cette perspective, les textes des auteurs que nous avons sollicités prennent en compte les différents aspects de cette période, qu'ils soient politiques, militaires, économiques, sociaux et culturels, qu'ils relèvent de l'histoire de l'État, des groupes sociaux, de l'économie, des idées ou des faits culturels. Les objets d'étude se sont en effet beaucoup diversifiés durant ces dernières années. L'ambition de l'ouvrage est donc aussi de rendre accessible cette « complexification » de l'histoire de l'Algérie à la période coloniale. À la différence de nombreux ouvrages généraux dont le cours s'élargit de l'amont vers l'aval, cette histoire est structurée en quatre parties relativement équilibrées, afin de rendre compte des renouvellements historiographiques pour la période 1830-1954 et de ne pas survaloriser la guerre d'indépendance au détriment des périodes précédentes.

1830-1880 : la prise de possession de l'Algérie

Si la date de 1830 est évidente (la prise d'Alger par les Français) pour ouvrir la première période, celle de 1880 l'est moins pour la clore. Nous n'avons pas retenu 1870, afin de ne pas imposer le découpage de l'histoire politique française – la chute du Second Empire et l'avènement de la III^e République – à celui de la colonisation en Algérie. En effet, la prise de possession progressive de l'Algérie par la France inclut la difficile et très longue conquête militaire, la colonisation foncière, la résistance opiniâtre des Algériens par les insurrections et le remodelage des structures socioéconomiques locales par la France. Or, l'ère des insurrections n'a pas pris fin en 1871 avec la révolte de la Kabylie sous la conduite d'El-Mokrani et de la confrérie religieuse de la Rahmaniyya, comme l'historiographie l'a souvent retenu, mais au début des années 1880, avec la soumission définitive de la tribu des Ouled Sidi Cheikh dans le Sud-Oranais.

1881-1918 : deux Algérie ?

La deuxième période s'ouvre donc vers 1880 avec la soumission du pays et, de ce fait, l'organisation pérenne de l'Algérie française sous toutes ses formes. Elle se clôt à la fin de la Première Guerre mondiale, lors de laquelle l'Algérie est « révélée » au monde, selon le mot justifié de l'historien Gilbert Meynier – auteur de plusieurs chapitres de ce livre et, avec Tahar Khalfoune, de sa postface. Dans cet intervalle, deux Algérie s'organisent : celle des « Européens », avec le déploiement de la colonisation aussi bien sur le plan de la propriété foncière agricole que sur celui

¹¹ Voir Ouanassa Siari TENGOUR, « La guerre d'Algérie à l'épreuve de l'écrit », *Histoire contemporaine de l'Algérie, nouveaux objets*, CRASC, Oran, 2010 ; et, avec Fouad SOUFI, « Les Algériens écrivent enfin la guerre », *Insaniyat*, n° 24-25, 2005.

des villes, avec l'imposition d'un ordre colonial aux populations locales, non sans de fortes tensions avec la métropole, sans jamais aller à la rupture ; mais aussi celle des Algériens qui, après la phase de conquête et de soumission, retrouvent les conditions d'un essor démographique et social. La Première Guerre mondiale est incluse dans cette période, dans la mesure où les évolutions faisant rupture lui sont postérieures.

1919-1944 : à l'heure des initiatives algériennes

Aux lendemains de la Première Guerre mondiale, alors que les colonies et leurs forces humaines ont joué leur rôle du côté français et que les colons d'Algérie consolident leur organisation politique et leur force économique, les autorités françaises se posent la question de savoir que faire des Algériens : faut-il les assimiler à la cité française ou bien les laisser à ses portes, dans l'indigénat ? L'« Algérie algérienne », de son côté, s'engage dans une période où elle joue un rôle moteur. C'est le moment de leur « entrée en politique », du moins dans son sens partisan, et de l'essor d'un culturalisme musulman et arabiste en relation avec la renaissance religieuse, le réformisme musulman et l'arabisme nés au Moyen-Orient (la Nahda), de l'autonomisation des espaces politiques et culturels par rapport à ceux des « Européens ». Mais cette période est aussi celle de contacts et de rencontres entre les deux communautés, sous des formes plus apaisées que celles des violences du XIX^e siècle, notamment au sein du mouvement ouvrier et à l'école. La Seconde Guerre mondiale, période d'accélération, est incluse dans cette séquence : elle fait éclater les cadres anciens et connecte directement l'Algérie aux événements du monde, notamment avec le débarquement des Anglais et des Américains en novembre 1942, faisant de l'Afrique du Nord une tête de pont dans le combat contre l'Europe hitlérienne.

1945-1962 : vers l'indépendance

La violence meurtrière déployée par l'armée française et certains colons dans le Nord-Constantinois au printemps 1945 fait rupture. Ce moment ne marque pas le début de la guerre d'indépendance, mais il a joué un rôle déterminant dans le processus qui a conduit au déclenchement de l'insurrection du 1^{er} novembre 1954. Bien sûr, les voies, les modalités et la nature de cette indépendance sont loin d'être fixées au début de la période. Mais, d'une part, la carte réformiste que jouent alors les Français, conscients que les anciennes formes coloniales ne peuvent continuer à fonctionner comme par le passé, échoue. Et, d'autre part, le mouvement nationaliste est porté par une tendance à l'activisme que l'insurrection révèle dans sa forme aboutie.

Dans le contexte des décolonisations, amorcées en 1954 par l'Indochine, suivie du Maroc et de la Tunisie en 1956 et en mouvement pour l'Afrique occidentale et équatoriale française, l'indépendance algérienne semble inéluctable. D'autant que, sur le plan diplomatique, la France se trouve sur cette question de plus en plus isolée. Pourtant, la guerre s'est poursuivie jusqu'en 1962. La cause principale de cette « prolongation », aux conséquences dramatiques pour la population algérienne, mais aussi française, a été la multiplication des acteurs poursuivant chacun leurs intérêts propres.

Du côté français, la guerre a abouti à des crises politiques conduisant au changement de régime en 1958 et à un coup d'État manqué en 1961 : les pouvoirs civils voulaient l'indépendance après s'y être opposés ; l'armée était divisée entre des fidélités contradictoires et la majorité des Français d'Algérie souhaitaient garder l'Algérie française, tout en refusant tout compromis ou réforme. Du côté algérien, alors que les maquis de l'intérieur étaient de plus en plus affaiblis par l'armée française, l'« armée des frontières » stationnée en Tunisie et au Maroc attendait son heure pour se saisir du pouvoir et le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) était contesté par une partie importante des dirigeants du FLN.

L'organisation de l'ouvrage

Les quatre séquences chronologiques de ce livre, réunissant plus d'une centaine d'articles, confiés à soixante-dix-neuf auteurs, sont chacune segmentées en cinq rubriques. Les deux premières visent à dégager les logiques en présence de part et d'autre du rapport de domination coloniale : logiques coloniales, celles des autorités politiques françaises et des colons, parfois en opposition, même si leurs intérêts ultimes restaient communs ; et logiques de la société locale, celles des « indigènes ».

Retenue comme mode d'ordonnement des textes, cette binarité n'occulte pas les interactions ni les entre-deux. Ces deux rubriques sont donc titrées différemment selon les périodes, en fonction des dynamiques globales qui les caractérisent. Suivent ensuite, pour chaque grande partie, trois autres rubriques : « Lieux et espaces », « Acteurs » et « Contexte ». Cette dernière a pour but de sortir du face-à-face franco-algérien et de replacer l'Algérie coloniale dans le contexte des empires, des puissances et de l'émergence de nouveaux acteurs des relations internationales aux XIX^e et XX^e siècles. L'histoire de l'Algérie à la période coloniale se trouve ainsi ancrée dans une histoire plus globale, à l'échelle des espaces méditerranéens, moyen-orientaux et mondiaux.

Enfin, chacune des quatre séquences chronologiques est ouverte par une présentation synthétique de son histoire, suivie d'un encadré chronologique, indiquant précisément les événements marquants de la période, en Algérie comme en métropole, ainsi que ceux de l'actualité internationale (en italiques) nécessaires à la compréhension du rapport entre la France coloniale et l'Algérie. Les articles des rubriques constituent ensuite des « zooms » sur des questions qui ont récemment émergé dans l'historiographie ou qui sont en discussion dans les sociétés algérienne et française aujourd'hui – et chaque fois que nécessaire, des renvois [voir] à d'autres articles aideront le lecteur à « naviguer » dans le livre, de même que l'index des quelque 2 500 noms de personnes citées. Il en ressort une lecture à différentes échelles, une possibilité, pour le lecteur, de choisir ses propres entrées dans le livre.